

Senegal

Rapport national de suivi sur la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (2009-2011)

Nom du point focal : Mr CISSE Cheikou

Organisation : Direction de la Protection Civile

Titre / Position : Director, Civil Protection Unit

Adresse e-mail : dpcsen@hotmail.com

Téléphone : +221 8210448 +221 6398265

Fax : +221 8210448

Période couverte par le rapport : 2009-2011

Dernière mise à jour le : 16 Nov 2010

Date d'impression : 17 Aug 2011

Reporting langue : Français

Mise à jour du Moniteur CAH publiée par PreventionWeb

<http://www.preventionweb.net/english/countries/africa/sen/>

Résultats 2007-2009

Domaine 1

The more effective integration of disaster risk considerations into sustainable development policies, planning and programming at all levels, with a special emphasis on disaster prevention, mitigation, preparedness and vulnerability reduction.

Résultats:

La RRC est pris en compte dans l'axe 3 du DSRP (2006-2010) intitulé "protection sociale et gestion des risques et catastrophe"

Une plateforme nationale de RRC est créée par Decret n°2008-211 du 04 mars 2008.

Un plan de contingence national et des plans de contingence régionaux ont été formulés en 2008-2009.

Un Programme nationale de Prévention, de Réduction des Risques majeurs et de Gestion des Catastrophes naturelles au Sénégal dans le contexte de la réduction de la pauvreté a été également formulé grâce à un projet d'appui financé par le PNUD.

Domaine 2

The development and strengthening of institutions, mechanisms and capacities at all levels, in particular at the community level, that can systematically contribute to building resilience to hazards.

Résultats:

Dans le cadre de l'exécution du Projet d'appui au programme national des réseaux de RRC ont été mis en place à savoir le réseaux des parlementaires, le réseau des journalistes, le réseau des femmes laeders, le réseau des élus locaux et en 2010 la Direction compte etendre ces réseaux en intégrant les universitaires, les associations de jeunes et les professionnels du bâtiment.

Domaine 3

The systematic incorporation of risk reduction approaches into the design and implementation of emergency preparedness, response and recovery programmes in the reconstruction of affected communities.

Résultats:

un plan de contingence national est élaboré

Objectifs stratégiques

Domaine 1

The more effective integration of disaster risk considerations into sustainable development policies, planning and programming at all levels, with a special emphasis on disaster prevention, mitigation, preparedness and vulnerability reduction.

Déclaration d'objectif stratégique 2011-2013:

Dans le cadre de la formulation du Document de Politique Economique et Sociale de troisième génération du DSRP (2011-2015), un groupe de travail sur le Développement durable et la gestion des risques et catastrophes est mis en place.

Domaine 2

The development and strengthening of institutions, mechanisms and capacities at all levels, in particular at the community level, that can systematically contribute to building resilience to hazards.

Déclaration d'objectif stratégique 2011-2013:

La plateforme national multisectoriel de prévention et de réduction des risques de catastrophes est fonctionnelle.

Le Plan de contingence national est validé et fonctionnel

Le Programme national de prévention de réduction des risques majeurs et de gestion des catastrophes naturelles est financé et est mis en oeuvre;

La dimension RRC est intégré dans les plans locaux de développement et des instruments de planification du développement.

Domaine 3

The systematic incorporation of risk reduction approaches into the design and implementation of emergency preparedness, response and recovery programmes in the reconstruction of affected communities.

Déclaration d'objectif stratégique 2011-2013:

Le Plan ORSEC national doit être réactualiser pour mieux coordonner les secours et assurer la sauvegarde des biens et des personnes.

organiser des exercices de simulation des plans d'urgence mis en place

mettre en place un plan de communication pour une meilleure sensibilisation et une culture de RRC au niveau des décideurs et de la société civile

Priorité d'action 1

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide

Priorité d'action 1: Indicateur 1

Une politique nationale et un cadre d'action légale de réduction du risque existent avec des responsabilités décentralisées et des capacités à différents niveaux

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

* La réduction du risque de catastrophes est-elle incluse dans les stratégies et les plans de développement? Yes

* Yes: Plan national de développement > DSRP (2006) http://www.gouv.sn/IMG/pdf/DSRP_II.pdf

* No: Stratégies sectorielles et plans

* No: Stratégies et politiques en matière de changement climatique

* No: Etudes de la stratégie de réduction de la pauvreté

* No: CCA - Bilan Commun du Pays / UNDAF - Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

Description:

L'aspect RRC est contenu dans la stratégie nationale et sa prise en compte du point de vue financier par l'Etat du Sénégal reste limité. Ce sont les partenaires qui financent les activités dans ce domaine.

Contexte & Contraintes:

L'unité de gestion de projet mis en place par les partenaires pour les projets n'est efficace et répond peu à l'atteinte des objectifs fixés par les pouvoirs publics.

La disponibilité des fonds pose problème

Priorité d'action 1: Indicateur 2

Des ressources adéquates sont allouées pour instaurer des politiques et des plans de réduction du risque à tous les niveaux administratifs

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

* Y a-t-il une allocation budgétaire spécifique pour la réduction des risques de catastrophes dans le budget national?

- * 0 % alloué dans le budget national
- * 0 Montant alloué (en dollars US) à l'assistance internationale pour le développement
- * 0 Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de sécurité contre les menaces de catastrophes (transport, agriculture, infrastructures)
- * 0 Montant alloué (en dollars US) pour les investissements en matière de réduction du risque de catastrophes (institutions, systèmes d'alertes précoces)
- * 0 Montant alloué (en dollars US) pour la reconstruction post-catastrophes

Description:

4 millions de dollars US ont été mobilisé par l'Etat et les partenaires dans le cadre du PLAN ORSEC 2009 pour les populations des inondations survenues dans le pays

une évaluation des dommages et pertes post inondation a été faite

Un plan dénommé "Plan Jaxaay" est mis en oeuvre pour reloger les sinistrés

Contexte & Contraintes:

Manque de coordination dans la gestion des situations d'urgence

Moyens financiers limités

Priorité d'action 1: Indicateur 3

La participation des communautés et la décentralisation sont assurées à travers la délégation d'autorité et de ressources au niveau local

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Moyens de vérification:

* Les gouvernements locaux ont-ils la responsabilité légale et l'allocation budgétaire pour la réduction du risque de catastrophes? Yes

* Yes: Législation > Code des Collectivités locales (1996) <http://www.gouv.sn>

* No: Budget alloué au gouvernement local pour la réduction du risque de catastrophes

Description:

La politique de RRC des collectivités se résume tout simplement à de simples appui ou secours aux personnes vulnérables ou victimes de sinistre.

Une ligne budgétaire pour les secours et l'assistance aux indigents est prévu dans leur budget

Contexte & Contraintes:

Manque de ressources pour financer cette ligne budgétaire

Manque de formation et de sensibilisation sur la RRC et son importance

Priorité d'action 1: Indicateur 4

Une plateforme multi -sectorielle pour la réduction du risque fonctionne

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

* La société civile, les institutions nationales de planification, et/ou les organismes du secteur de développement sont-ils représentés dans la plateforme nationale? Yes

* 10 Membres de la société civile (les dénombrer)

* 04 Organismes sectoriels (les dénombrer)

* 03 Organisations de femmes participant aux plateformes nationales (les dénombrer)

Description:

Problème de vulgarisation de la plateforme

insuffisance de l'implication des acteurs dans le fonctionnement de la plateforme

Contexte & Contraintes:

La culture de RRC n'est encore très encré dans l'esprit des décideurs et de la société civile même si la volonté politique est sans faille

Priorité d'action 2

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide

Priorité d'action 2: Indicateur 1

L'évaluation des risques au niveau national et local basée sur les données concernant les aléas naturels et l'information sur la vulnérabilité est disponible et inclut les facteurs de risque sous jacents dans les secteurs clés .

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

* Existe-t-il une plateforme multirisque d'information sur les décisions et la planification du développement? Yes

* No: Evaluation multirisques

* 0 % d'écoles et d'hôpitaux évalués

* 0 Ecoles vulnérables aux catastrophes (les dénombrer)

* No: Vulnérabilité désagrégée des genres et capacités d'évaluation.

* No: Standards nationaux pour l'évaluation des multi risques

Description:

La plateforme multisectorielle existe par décret n° 2008-211 du 04 mars 2008. Néanmoins sa fonctionnalité n'est pas effective. ce qui rend difficile de renseigner les indicateurs y relatifs.

Contexte & Contraintes:

Présentement, la DPC (Direction de la Protection civile) envisage de redynamiser et d'étendre les réseaux de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) qui sont des structures devant permettre de rendre fonctionnelle la plateforme.

Le Sénégal, dans la formulation du Document de Politique Economique et social (DPES 2011-2015) compte inscrire la RRC dans les programmes et projets nationaux.

Le document est encoours d'élaboration

Priorité d'action 2: Indicateur 2

Des systèmes sont en place pour évaluer, archiver et disséminer les informations nécessaires sur les aléas et les vulnérabilités

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

* Les pertes dues aux catastrophes sont-elles systématiquement suivies et analysées? Yes

* No: Perte de bases de données à cause de catastrophes

* Yes: Rapports produits et utilisés pour la planification

Description:

En 2009, l'Etat du Sénégal a commandité une étude portant sur l'évaluation des pertes, dommages et besoins post inondation (PDNA) de 2009 à Dakar la capitale et à l'intérieur du pays.

Contexte & Contraintes:

Les initiatives prises dans les années précédentes n'avaient pas permis de juguler les problèmes. Les inondations sont devenues un fléau au Sénégal. et elles risquent d'être exacerbées par les changements climatiques.

Les moyens financiers et la sensibilisation des populations restent les difficultés majeures.

Priorité d'action 2: Indicateur 3

Des systèmes d'alerte précoce sont en place pour la plupart des aléas naturels et transmis aux communautés.

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

* Les pays sujets aux risques sont-ils alertés à temps des risques à venir? Yes

* Yes: Les systèmes d'alerte précoces agissent efficacement

* No: Préparation au niveau local

* No: Systèmes et protocoles de communication

* Yes: Implication des médias dans la dissémination des systèmes d'alertes précoces

Description:

Des systèmes d'alerte précoces sectoriels existent. on peut citer le Système d'alerte de l' Agence nationale de la météo du Sénégal en ce qui concerne les manifestations atmosphériques et ses conséquences sur l'activité nationale.

Il y a également le système d'alerte précoce de la sécurité marine, le système d'alerte précoce de la sécurité alimentaire etc.

Contexte & Contraintes:

Aujourd'hui, il reste qu'à fédérer ces systèmes d'alerte pour mettre en place un système d'alerte précoce national. La plate forme multisectorielle devrait faciliter ce processus.

Priorité d'action 2: Indicateur 4

L'évaluation des risques au niveau national et local prend en compte les risques trans-nationaux dans le but d'établir une coopération régionale sur la réduction du risque

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

* Votre pays participe-t-il à des programmes ou des projets régionaux ou sous-régionaux? Yes

* No: Programmes et projets traitant de sujets transfrontaliers

* Yes: Stratégies et cadres régionaux et sous-régionaux

* No: Suivis régionaux et/ou sous-régionaux et mécanismes de renseignements

* Yes: Plans d'action traitant de sujets transfrontaliers

Description:

La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) compte mettre en place une politique sous régionale de RRC dans le contexte de changements climatiques. A cet effet, elle a organisé dans le mois de juin un atelier de sensibilisation des Etats membres sur l'intégration de la RRC et du changement climatique dans les politiques de développement.

Contexte & Contraintes:

Cependant, les capacités nationales des Etats membres sont toujours très faibles et la CEDEAO n'est pas encore parvenue à renforcer les plates formes nationales des Etats membres

Priorité d'action 3

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide

Priorité d'action 3: Indicateur 1

Des informations relatives aux aléas sont disponibles et accessibles à tous les niveaux, pour tous les acteurs (à travers des réseaux, et le développement de systèmes d'échanges d'information)

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

- * Y a-t-il un système national d'information sur les catastrophes? Yes
- * Yes: Page web du système national d'information
- * Yes: Mécanismes établis pour accéder à l'information sur la réduction du risque de catastrophes

Description:

Un site web conçu à cet effet est en cours de finalisation et devrait être fonctionnel dans les prochains jours.

en outre, il existe dans le pays des structures spécialisées capables de renseigner les populations et les pouvoirs publics sur les éventuels risques encourus notamment en ce qui concerne l'érosion côtière, la biomasse et la disponibilité alimentaire

Contexte & Contraintes:

Ces informations ne sont accessibles au grand public. Les canaux utilisés et les supports de communication ne sont pas toujours bien adaptés.

Priorité d'action 3: Indicateur 2

Les programmes scolaires, le matériel d'éducation ainsi que les formations incluent la réduction du risque ainsi que les concepts et pratiques de reconstruction

Niveau de progrès atteint:

2: Quelques progrès, mais sans engagement systématique au niveau politique et/ou institutionnel

Moyens de vérification:

- * La réduction de risques de catastrophes est-elle incluse dans les programmes de l'éducation nationale? Yes
- * No: Programmes des écoles primaires
- * No: Programmes des écoles secondaires
- * No: Programme universitaire

* Yes: Programmes d'éducation professionnelle sur la réduction du risque de catastrophes

Description:

Au Sénégal, un module sur la RRC a été introduit dans le curriculum de formation des élèves sortants de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA).

Contexte & Contraintes:

Cette introduction de l'enseignement de la RRC doit être élargi aux écoles primaires et secondaires et même aux universités

Priorité d'action 3: Indicateur 3

Des méthodes de recherche et des instruments pour évaluer les risques multiples ainsi que des analyses de coût sont en place, et renforcés

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

* La réduction du risque de catastrophes est-elle incluse dans le budget national pour la recherche appliquée? No

* Yes: Recherche sur les produits, études, etc.

* Yes: Recherche sur les programmes et les projets

* No: Etudes sur les coûts et les bénéfices de la réduction de catastrophes

Description:

Dans un avenir proche, l'Etat mettra l'accent sur la recherche en RRC en incluant dans son budget national une ligne budgétaire destinée à la recherche appliquée.

Contexte & Contraintes:

L'opérationnalité de la plateforme devrait permettre d'y arriver.

Les moyens financiers pas assez suffisants

Priorité d'action 3: Indicateur 4

Des campagnes d'information au niveau national existent pour créer une culture de prévention avec une diffusion dans les communautés urbaines et rurales

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

* Les campagnes publiques d'éducation sur la réduction du risque de catastrophes touchent-elles les communautés à risques? Yes

* No: Campagnes d'éducatons publiques

* No: Formation du gouvernement local

* Yes: Accessibilité de l'information sur la réduction du risque de catastrophes au niveau des communautés

Description:

La mise en place des réseaux à permis de sensibiliser certaines communautés de base notamment le réseau des journalistes en RRC et celui des femmes leaders de la banlieue de Dakar

Contexte & Contraintes:

Les activités des réseaux sont très limitées.

le champ d'action très réduit

les moyens financiers et matériels insuffisants

Priorité d'action 4

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide

Priorité d'action 4: Indicateur 1

La réduction des risques de catastrophe est un objectif intégral pour les politiques et plans d'environnement incluant la planification et la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

- * Existe-t-il un mécanisme pour protéger et restaurer les services régulateurs pour les écosystèmes. Yes
- * Yes: Législation pour la protection des espaces
- * No: Paiements pour les services des écosystèmes
- * Yes: Planification intégrale (par exemple la gestion des zones côtières)
- * Yes: Evaluation des impacts environnementaux
- * Yes: Projets et Programmes sur le changement climatique > Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques (2009) http://preventionweb.net/files/13379_pana.pdf [PDF]

Description:

La politique environnementale du Sénégal vise à assurer un environnement durable et inverser la tendance actuelle à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles. ces objectifs sont définis dans la Lettre de politique sectorielle de l'environnement

Contexte & Contraintes:

Le manque de synergie des interventions, l'absence d'un mécanisme de gestion de la transversalité de l'environnement et des ressources naturelles

Priorité d'action 4: Indicateur 2

Des politiques et des plans sociaux de développement sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

- * Existe-t-il des réseaux de protections sociales augmentant la résilience des constructions, des communautés, des quartiers? Yes

- * No: Assurances pour les cultures et les propriétés
- * No: Plans de garanties d'emplois
- * No: Transfert d'argent sous conditions
- * Yes: Politiques conjointes de réduction du risque de catastrophes et programmes de bien-être sociaux
- * Yes: Micro financements
- * No: Micro assurances

Description:

La loi d'orientation sur la protection des personnes handicapées, la cellule d'appui à la protection de l'enfant, le Fonds national de retraite

Contexte & Contraintes:

Application très limitée dans l'espace et dans le temps

Priorité d'action 4: Indicateur 3

Des politiques et des plans sectoriels, d'économie et de production sont en place pour réduire la vulnérabilité des populations à risque

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

- * Les risques et bénéfices de la réduction du risque de catastrophe sont-ils inclus dans la planification d'investissements publics? Yes
- * Yes: Systèmes publics nationaux et sectoriels d'investissements incluant la réduction du risque de catastrophes
- * Yes: Investissements dans la modification des infrastructures, incluant les écoles et les hôpitaux.

Description:

les risques et bénéfices de la réduction sont inclus dans la planification d'investissements publics par exemple le contrôle effectué sur les projets de construction d'établissement recevant du public et d'établissements classés

Contexte & Contraintes:

Non respect des textes

Priorité d'action 4: Indicateur 4

La planification et la gestion des établissements humains intègrent des éléments de réduction du risque, y compris l'intégration des normes de construction

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

- * Y a-t-il des investissements pour la réduction des risques pour les zones urbaines vulnérables? Yes
- * Yes: Investissements dans les infrastructures de drainage dans les zones inondables
- * No: Stabilisation des pentes dans les zones sujettes aux glissements de terrains
- * No: Formation des maçons aux technologies de construction sûres
- * Yes: Fourniture de terrain sans risques pour les ménages ou les communautés à faible revenus

Description:

Au Sénégal on a le Plan national d'action de lutte contre les inondations, Le plan "Jaxaay" pour la construction des logements sociaux initié par le président de la République et destiné aux victimes des inondations dans les zones inondables

Contexte & Contraintes:

Demande plus forte que l'offre, persistance des inondations, moyens financiers insuffisants, résistance de quelques couches à regagner les espaces aménagés

Priorité d'action 4: Indicateur 5

La réduction des risques de catastrophe est intégrée dans les processus de reconstruction et de réhabilitation

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

- * Les programmes post-désastres incorporent-ils de manière explicite un budget pour la réduction du risque de catastrophe? Yes
- * 2 % des fonds pour la reconstruction alloués à la réduction du risque de catastrophes
- * Yes: Mesures prises dans le domaine du genre humain dans la phase de rétablissement après une catastrophe

Description:

Constructions de bassins de rétention d'eau pluviale, construction de station de pompage, les canaux pour drainage, les logements sociaux à Dakar

Contexte & Contraintes:

Occupation par les populations des voies d'écoulement naturel des eaux,

Difficultés pour indemniser toutes les personnes installées le long de ces voies

Priorité d'action 4: Indicateur 6

Des procédures sont en place pour évaluer l'impact de la réduction de risque dans les principaux projets de développement notamment les infrastructures

Niveau de progrès atteint:

3: Engagement institutionnel acquis, mais avec des réalisations encore limitées et incomplètes

Moyens de vérification:

* Les impacts des projets les plus importants sur la réduction du risque de catastrophe sont-ils évalués?

Yes

* Yes: Evaluation de l'impact des projets tels que ceux de barrages, plans d'irrigation, routes, industrie minière, développement touristique, etc. ayant un lien avec la réduction du risque de catastrophe

* Yes: Impact des risques de catastrophes prenant en compte l'environnement

Description:

Etude d'impact environnemental pour tout projet d'investissement de grande ampleur

Contexte & Contraintes:

Problème de vulgarisation des résultats et de respect des dispositions de textes législatifs et réglementaires

Priorité d'action 5

Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide

Priorité d'action 5: Indicateur 1

De solides politiques, des mécanismes et des capacités institutionnelles pour la gestion du risque ont été mis en place dans une perspective de réduction du risque

Niveau de progrès atteint:

5: Des réalisations considérables avec des capacités et des engagements soutenus à tous les niveaux

Moyens de vérification:

* Existe-t-il des programmes nationaux et/ou des politiques pour rendre les écoles et les établissements hospitaliers sûrs faces aux catastrophes? Yes

* Yes: Politiques et programmes pour la sécurité des écoles et des hôpitaux

* Yes: Exercices de simulation et formation aux urgences dans les écoles et les hôpitaux

Description:

Des initiatives importantes marquées par l'adoption d'un arsenal juridique ont été prises. Mise en place de la Commission supérieure de Protection civile, du Comité national de sécurité civile, de la haute autorité chargée de la Coordination de la Sécurité maritime, de PlanS de continge national et régional

Contexte & Contraintes:

Inexistence d'une unité de recherche sur les risques majeurs naturels, Inexistence d'un système d'alerte précoce national pour prendre en compte les recommandations du CAH

Priorité d'action 5: Indicateur 2

Des plans d'urgence et de préparation aux catastrophes sont en place à tous les niveaux administratifs et des exercices de simulation ont lieu pour tester et développer les programmes de réponse aux catastrophes

Niveau de progrès atteint:

5: Des réalisations considérables avec des capacités et des engagements soutenus à tous les niveaux

Moyens de vérification:

* Les plans de contingences, les procédures et les ressources sont-elle en place pour faire face à une catastrophe? Yes

* Yes: Plans de contingences en fonction du genre humain > Plan de continge national du sÃ©nÃ©gal http://preventionweb.net/files/13379_plancontingencesngal08082008draft2.doc [DOC]

* Yes: Centres opérationnels et de communication

- * Yes: Groupes de recherches et de secours
- * Yes: Stocks de matériels de secours
- * Yes: Abris
- * No: Installations médicales sûres
- * No: Provisions dédiées aux femmes dans les refuges et dans les installations médicales d'urgence

Description:

Un plan "Blanc" est mis en place dans certains hôpitaux pour la prise en charge des urgences collectives.

Des postes médicaux avancés et des centres d'accueil d'urgence sont contenus dans ce plan

Contexte & Contraintes:

Débordement des structures sanitaires rendant difficiles le déroulement du plan.

Accès difficiles entre lieu du sinistre et les structures sanitaires de référence

Priorité d'action 5: Indicateur 3

Des réserves financières et des plans d'urgence sont en place pour assurer une réponse effective et la reconstruction quand cela est nécessaire

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

- * Existe-t-il des dispositions financières pour faire face à des catastrophes majeures? Yes
- * Yes: Fonds nationaux de contingences
- * No: Assurances contre les catastrophes
- * Yes: Epargne en cas de catastrophe

Description:

Deux milliards sont en réserve au Trésor dans le cadre du fonds des calamités

chaque année des fonds à hauteur de 02 milliards sont débloqués pour préparation et la gestion des inondations à travers les opérations préhivernales et hivernales

Contexte & Contraintes:

Fonds souvent limité devant l'ampleur de la situation

Des procédures très longues limitent l'efficacité du système mis en place

Priorité d'action 5: Indicateur 4

Des procédures pour l'échange d'informations durant les aléas sont en place pour effectuer des

analyses post-catastrophes

Niveau de progrès atteint:

4: Des réalisations importantes, mais avec des limitations avérées dans certains aspects fondamentaux, tels que les ressources financières et/ou les capacités opérationnelles

Moyens de vérification:

* Existe-t-il une méthode ou des procédures pour évaluer les dommages, les pertes et les besoins en cas de catastrophe? Yes

* Yes: Méthodologies accessibles pour l'évaluation des dégâts et des pertes

* Yes: Evaluation des méthodologies post-catastrophes

* No: Méthodologie de l'évaluation des besoins de post-catastrophes incluant des directives sur le genre humain

* No: Ressources humaines identifiées et formées

Description:

L' Agence nationale de la météo qui fournit des données, la Direction de la planification et de la gestion des eaux, l'Agence nationale de l'Aménagement du territoire,

Contexte & Contraintes:

Les données sont parcellaires et sectorielles, manque de moyens financiers pour mener des études globales et exhaustives

La plateforme qui devrait servir d'outil fédérateur souffre d'efficacité dans ses activités

Facteurs de progrès

a) Multi-hazard integrated approach to disaster risk reduction and development

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Est-ce que des rapports, études et atlas existent sur les aléas multiples dans le pays ou la sous-région?:

Oui

Si oui, sont-ils mis en application dans les politiques de planification du développement?:

Oui

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

L'Etat du Sénégal à la suite de l'évaluation sur les dommages et pertes post catastrophes de 2009 a mis sur pied un comité de lutte contre les inondations.

Ce comité va être élargi aux autres risques de catastrophes.

D'ailleurs, un système d'alerte national qui fédérera tous les autres systèmes d'alerte précoce sectoriels est cours de réflexion et va être une stratégie phare et une priorité pour l'Etat dans le document de politique économique et social du Sénégal en cours de formulation.

b) Gender perspectives on risk reduction and recovery adopted and institutionalized

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Dans ce cadre, le Sénégal avec l'appui des partenaires techniques et financiers a élaboré un Programme national de Réduction des Risques Majeurs et de gestion des catastrophes naturelles.

Dans ce programme, il existe une composante réservée à l'approche genre car l'expérience a montré que se sont les femmes qui sont le plus touchées en cas de catastrophes.

Ce programme élaboré en 2008 est entrain d'être réactualisé en vue de sa validation avant la fin de l'année 2010.

c) Capacities for risk reduction and recovery identified and strengthened

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Une cartographie des zones à risque est disponible au niveau du Ministère de la Construction, de l'Habitat et de l'Urbanisme.

Le problème fondamental est la délocalisation des sites non aedificandi vers d'autres zones propices à l'habitat.

L'Etat a fait d'énormes effort avec le Plan de relogement entrepris déjà depuis 2005.

Des efforts restent à faire.

d) Human security and social equity approaches integrated into disaster risk reduction and recovery activities

Niveau de confiance:

Confiance partielle ou existante. Totale reconnaissance du problème, de la stratégie/ du cadre d'action à développer pour répondre au problème, peu d'application dans les politiques et les pratiques, manque d'adhésion des acteurs

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Dans le programme qui sera bientôt validé, le Gouvernement compte renforcer le dispositif de contrôle des Etablissements recevant du public et même des constructions à usage d'habitation par la réadaptation des textes juridiques qui régissent le domaine de la construction et de l'Habitat. D'ailleurs dans le cadre du recensement général de la population et de l'habitat, il est prévu de recenser tous les bâtiments menaçant ruine au Sénégal

e) Engagement and partnerships with non-governmental actors; civil society, private sector, amongst others, have been fostered at all levels

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Dans l'objectif de promouvoir la culture de réduction de risques de catastrophes à tout les niveaux et dans les domaines d'activité, le Ministère de l'Intérieur via la Direction de la protection civile, point focal de la mis en oeuvre du CAH, va signé un protocole de partenariat avec le Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'appui au développement (CONGAD) le 29 novembre 2010 à l'occasion d'un atelier de mis en place d'un groupe de travail des ONG en RRC

f) Contextual Drivers of Progress

Niveau de confiance:

Reconnaissance significative et en cours: des efforts significatifs ont été entrepris pour répondre aux engagements avec la mise en place d'une stratégie cohérente et des acteurs identifiés et engagés

Description (Veuillez fournir les indications suivantes: Où? Comment? Qui?):

Les facteurs contextuels de progrès sont les suivants:

- La Formulation du Document de Politique économique et social du Sénégal 2011-2015 où la RRC occupe une place de choix,
- L'élaboration de Plans de contingence régionaux en sus de ceux déjà élaborés.
- Renforcement de la Plateforme nationale de RRC par l'extension de réseaux de RRC aux universitaires, aux ONG et aux élus locaux

Perspective future

Domaine 1

The more effective integration of disaster risk considerations into sustainable development policies, planning and programming at all levels, with a special emphasis on disaster prevention, mitigation, preparedness and vulnerability reduction.

Défis globaux:

Dans le cadre de la formulation du Document de politique économique et sociale (DSRP III 2011-2015), la prévention des risques et la gestion des catastrophes a occupé une place importante.

Une politique tournée vers la culture du risque est en bonne voie.

Tous les plans en vigueur devront intégrer la dimension RRC dans leurs programmes

Déclarations sur les perspectives futures:

Dans le document de politique économique en cours d'élaboration, il est prévu de renforcer les stratégies et mécanismes de RRC par la mise en place d'un système d'alerte précoce national.

Domaine 2

The development and strengthening of institutions, mechanisms and capacities at all levels, in particular at the community level, that can systematically contribute to building resilience to hazards.

Défis globaux:

Il est prévu de renforcer les capacités de la Direction de la protection civile par l'adaptation des textes législatifs et réglementaires qui la regissent.

Il est en outre, prévu dans les années à venir d'intégrer dans les curricula de l'enseignement primaire le volet RRC pour développer des réflexes de protection chez les élèves.

Déclarations sur les perspectives futures:

Dans le futur, deux objectifs stratégiques vont être la priorité du Gouvernement:

- promotion des stratégies et mécanismes de RRC par la mise en place du système d'alerte national, par l'opérationnalisation de la plateforme de RRC et par le renforcement de capacités des acteurs;
- Maîtrise des accidents liés aux catastrophes d'origine naturelle et technologique par la mise en place du Fonds d'intervention d'urgence et la poursuite de l'élaboration des plans de contingence sur le territoire national

Domaine 3

The systematic incorporation of risk reduction approaches into the design and implementation of emergency preparedness, response and recovery programmes in the reconstruction of affected communities.

Défis globaux:

Pour atténuer la vulnérabilité des populations, des plans de contingence vont être simulés pour tester leur efficacité.

Dans les programmes de réponse et de relèvement, des actions systématiques de réduction des risques sont intégrées

Déclarations sur les perspectives futures:

Rendre obligatoire l'avis d'un architecte pour la construction de toute sorte de bâtiment.

Mener des campagnes de sensibilisation aux prés des populations situées dans les zones à risques

renforcer le contrôle dans les établissements industriels et à risques

Intervenants

Les organisations et les services ayant participé au processus de révision du cadre d'action de Hyogo

* Ministère de l'Intérieur (Gouv.) - Direction protection civile